

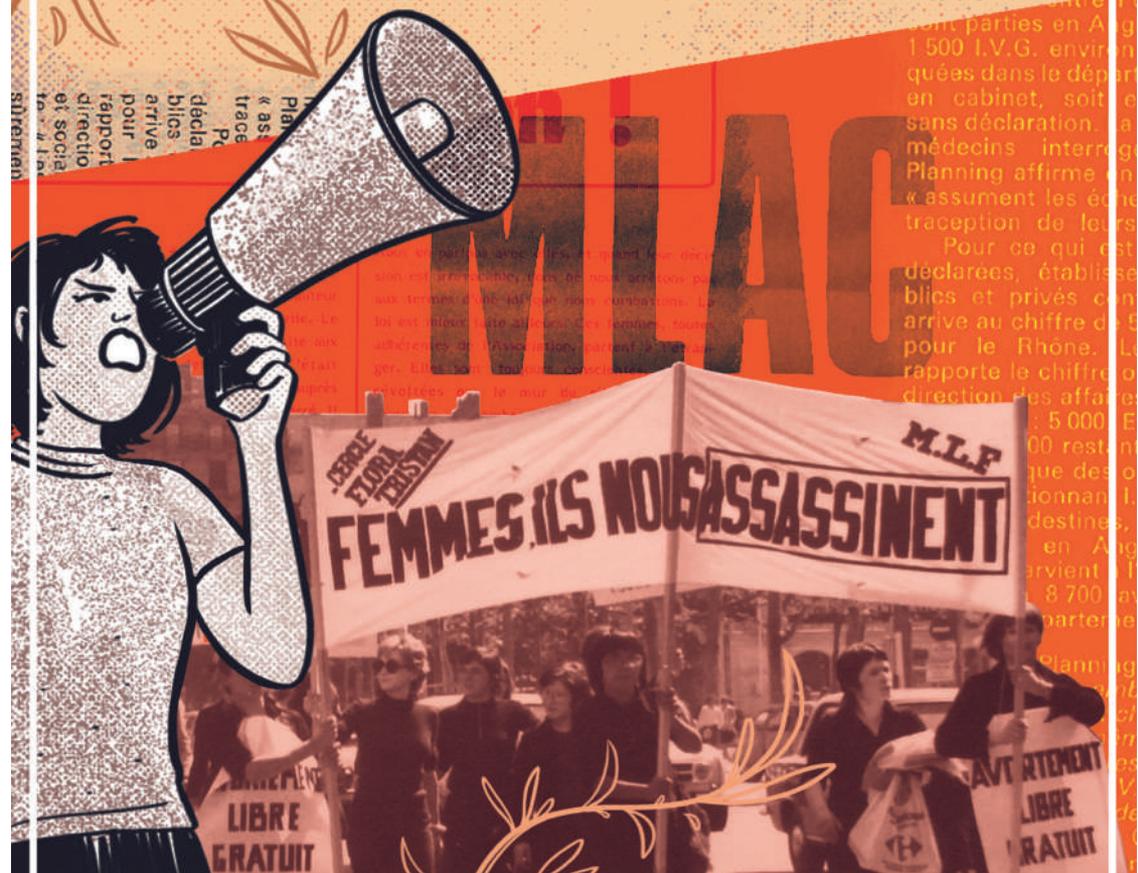
D'ÉBATS

FÉMINISTES

#82

NOVEMBRE
2023

• LE BULLETIN DU PLANNING FAMILIAL 69 •



MLAC

Lutter pour avorter
Un mois de festival

SANTÉ

Les personnes LGBTQI+
à Villeurbanne

MOBILISATION

Retours de la
Coordination féministe

SOMMAIRE

EN DIRECT DU PF 69

- p.5 La boum de Superféministe
- p.6 "A nos amours"
- p.7 Accueillir des groupes de femmes au PF
- p.8 Odette Lutzius
- p.9 Une campagne sur les IST

C'EST MAINTENANT !

- p.11 Rencontres féministes nationales
- p.15 Solidarité avec les lesbiennes italiennes
- p.15 Journée du droit à l'avortement
- p.16 Occupation victorieuse
- p.17 Rentrée sexiste et raciste
- p.18 Le Planning 05 attaqué

FESTIVAL

- p.19 Lutter pour avorter : le festival
- p.22 Autour du film *Histoires d'A*
- p.23 Les luttes pour l'avortement

OUVRIRE LA VOIX

- p.25 Faire genre dans la santé



INFOS

- p.28 Cellule d'écoute interne
- p.28 Superféministes
- p.29 25 novembre contre les violences
- p.30 Festival Filactions
- p.31 Nouveautés de la doc

👤 ONT PARTICIPÉ À CE BULLETIN :

Margot Béal, Elléa Bird,
Camille Blois, Chloé Dautry, Martha
Gilson, Marie-Paule Joannin, Marie
Maranzana, Céline Mimault, Maéva
Paupert, Valérie Radix, Christiane Ray

LUTTER POUR AVORTER... ET DÉFENDRE TOUS LES DROITS DES FEMMES

« LA FEMME ENCEINTE N'EST PAS DEUX PERSONNES, ELLE N'EN EST QU'UNE, ET ELLE A LE DROIT DE SE FAIRE AVORTER, COMME ELLE A LE DROIT DE SE COUPER LES CHEVEUX, LES ONGLES, DE SE FAIRE MAIGRIR OU ENGRAISSER. SUR NOTRE CORPS, NOTRE DROIT EST ABSOLU ».

« NOS CORPS, NOS CHOIX ! »

Plus de cent ans séparent ces deux déclarations : de Madeleine Pelletier en 1911 dans une brochure, *La maternité doit être libre* à la banderole du Collectif des droits des femmes lors du rassemblement pour la Journée mondiale du droit à l'avortement, le 28 septembre 2023.

Lorsqu'une femme veut avorter, elle le fait au risque de sa liberté, de sa vie parfois. En 1943, en France, une femme a été exécutée pour avoir avorté. Et nombreuses et nombreux ont été les femmes et les hommes poursuivies pour « faits d'avortement » avant la loi de 1975. En France, la mobilisation des femmes dans les années 70 a permis la promulgation de la loi Veil de 1975. Cette loi, votée pour 5 ans, était une loi restrictive et répressive et ces aspects ont été dénoncés par le Planning et de nombreuses associations.

Actuellement, si la loi existe, ses conditions d'application ralentissent encore l'accès à l'IVG pour de nombreuses femmes.

En 2023, en France, près de 50 ans après la loi Veil, le droit à l'IVG ne doit plus être menacé : l'inscription de ce DROIT à l'IVG - et non la *liberté* d'avoir recours à l'IVG - dans la Constitution serait une garantie pour toutes les femmes.

Partout dans le monde, ce droit des femmes à disposer de leur corps n'est pas reconnu ou est menacé. Aux Etats-Unis, depuis juin 2022 et la décision de la Cour Suprême de supprimer l'arrêt Roe VS Wade, au moins 15 Etats ont complètement interdit l'avortement et dans de nombreux Etats, il est fortement limité.

En Pologne, une des lois les plus restrictives d'Europe interdit pratiquement l'avortement. En Italie, bien que l'avortement soit légal depuis 1978, 70% des médecins ont recours à la clause de conscience et limitent fortement le droit des femmes à avorter. En Argentine, après la « vague verte », qui a mis des milliers de personnes dans les rues, l'IVG est légale depuis 2020. L'arrivée probable de la droite au pouvoir lors des prochaines élections risque de remettre en cause un droit pourtant acquis.

« Rien n'est jamais définitivement acquis » disait Simone de Beauvoir...

C'est ce qu'a voulu rappeler le Planning Familial 69 en organisant du 15 septembre au 15 octobre le festival « Lutter pour avorter, 50 ans d'actions du MLAC à aujourd'hui ». Un festival avec des débats, des films, des témoignages, une exposition pour parler de 50 ans de luttes ininterrompues d'actions, mais aussi pour imaginer celles de demain. Entre le 13 et le 15 octobre, les différentes interventions, toutes très intéressantes, ont réuni un public nombreux, varié... et enthousiaste.

« Rien n'est jamais acquis » dans les luttes contre les violences faites aux femmes. Du 13 au 28 novembre, à travers son festival « Brisons le silence », l'association Filactions dira que l'information et la prévention sont essentielles pour lutter contre les

violences sexistes et conjugales.

Rien n'est jamais acquis pour défendre les droits des personnes minorisées. A Lyon, les violences contre les personnes LGBTQI+ ont augmenté de 20%. Chaque année, la marche des fiertés rappelle que les personnes minorisées sont en danger et que leurs droits doivent être défendus.

Face aux menaces de toutes sortes, la riposte reste forte et organisée à Lyon au sein du Collectif Droits des femmes et d'autres organisations et collectifs. Rassemblements, festivals, manifestations, etc., attirent de nombreuses personnes... et nous resterons « fortes, fières, en lutte et féministes tant qu'il le faudra ! ».

© C.R.



La banderole en forme de bus créée pour la manifestation nationale de 2000.

©PF 69

420 EUROS, DU RIZ, DES CAPOTES ET DU BON SON : C'ÉTAIT LA BOUM DE SUPERFÉMINISTE !

Vous en rêviez ? Les Superféministes l'ont fait ! Après 3 ans de pause due au COVID-19, les Superféministes ont à nouveau organisé une soirée festive ce vendredi 15 septembre, au Rita Plage à Villeurbanne. S'il faut bien reconnaître que nous n'étions pas tout à fait encore dans l'ambiance dance-floor totalement survoltée avec 400 personnes transpirantes torse-nus au rythme de chansons féministes que l'on a pu connaître par le passé, DJ Purple & Madonight et DJ Azyz ont enflammé le dance-floor du Rita Plage, que l'on remercie encore pour son accueil. En effet, les Superféministes avaient choisi un lieu avec un large espace extérieur pour que tout le monde puisse profiter de la soirée sans nécessairement être dans un lieu clos. La terrasse du Rita Plage a donc résonné jusqu'à minuit des rires, des discussions mais aussi des bruits des

visible et peu visité, a été nettement moins populaire (mais nous réfléchissons à des pistes d'amélioration !), alors que le buffet végétarien de nourriture délicieuse à prix libre a été dévalisé en quelques dizaines de minutes. Une fresque participative pour savoir ce que serait une soirée féministe idéale a été réalisée avec plein de suggestions pailletées, et est restée affichée au Rita Plage, à côté de l'exposition sur l'histoire du Planning et du MLAC conçue dans le cadre du festival des 50 ans du MLAC. En fin de soirée, un blind test à partir d'une playlist féministe a permis de tester nos connaissances musicales cordes vocales. Les contributions pour la soirée et pour la nourriture vont nous permettre d'acheter enfin la sono de nos rêves (celle qu'on pourrait trimballer dans des manifs ou pour nos événements).

boîtes de conserve de notre chambouletout, qui a su trouver son public (quel plaisir de dégommer les boîtes à l'effigie de Gérald Darmanin ou de Gérard Depardieu !). Le stand de Réduction des Risques, peu

Alors merci tout le monde pour la générosité (plus de 400 euros récoltés tout de même!) et pour les nombreux coups de main qui nous ont permis d'organiser cette soirée! On me souffle dans l'oreillette qu'il resterait encore quelques kilos de riz blanc à cuire, avis aux amateurices... et à très bientôt pour une nouvelle prochaine soirée superféministe !



« A NOS AMOURS » AVEC LE MUSÉE DES CONFLUENCES

A nos amours

**Musée des
Confluences**

Fin juin, nous avons rencontré une partie de l'équipe de médiation du Musée des Confluences qui nous a sollicités dans le cadre de la préparation de l'exposition « A nos amours », qui sera accessible au public du 20 octobre 2023 au 25 août 2024. L'exposition vise à explorer l'« amour » sous diverses formes (attachements amoureux, familial, amical...) et grâce aux apports de plusieurs disciplines.

C'est dans le cadre de l'appropriation des thématiques de l'exposition par l'équipe qui réalisera la médiation de l'exposition auprès de publics jeunes que nous avons été sollicités.

Nous avons donc participé ce mois-ci à la sensibilisation des professionnelles qui participeront à la médiation, en partant de leurs questionnements : remise à plat des termes en lien avec le sexe, le genre et l'orientation sexuelle, questionnements autour de la posture : « comment aborder ces sujets intimes avec des adolescent-es ? », « est-ce que je risque de choquer ? », « quelles sont les questions qui reviennent le plus souvent chez les jeunes ? ».

L'équipe était très motivée et les échanges très intéressants. Nous restons en soutien aux équipes qui pourront bientôt expérimenter la médiation face aux publics !

Au cours de l'été, nous avons aussi pu échanger avec la personne en charge de la bibliothèque qui sera installée à la sortie de l'exposition pour permettre aux personnes qui le souhaitent de feuilleter des ouvrages sur l'amour. Nous avons pu lui présenter notre centre de documentation, ressources, recommandations, et échanger sur l'espace ressource prévu par l'équipe du musée.

Des flyers du Planning et des CPEF devraient être à disposition des personnes à la sortie pour faire repérer les espaces où prolonger les discussions autour de la vie affective et sexuelle auprès de professionnelles, gratuitement et anonymement.

Nous avons beaucoup entendu parler des contenus, mais nous n'avons pas encore vu l'exposition, alors nous avons hâte de la découvrir ! N'hésitez pas à partager vos retours si vous y allez !

 C.D.A.

LE PLANNING S'ANIME AVEC L'ACCUEIL DE PLUSIEURS GROUPES DE FEMMES ET D'ENFANTS D'ICI À DÉCEMBRE !

L'accueil de groupes au Planning s'est restreint ces dernières années avec le déménagement temporaire, le réaménagement puis la pandémie qui ont restreint les accueils collectifs.

D'ici à décembre, le Planning accueille et accueillera deux groupes d'une dizaine de femmes accompagnées par l'association Forum Réfugiés pour plusieurs séances collectives autour de la vie affective, relationnelle et sexuelle. Ces séances sont l'occasion d'échanger autour des thématiques qui les intéressent et les interpellent, et de découvrir ou redécouvrir les locaux du Planning et les services proposés.

Parmi les femmes qui viennent, plusieurs ont des enfants qui ne sont pas ou pas encore scolarisés, et il y avait un enjeu à permettre aux mamans de se décharger de la garde pour qu'elles puissent participer plus pleinement aux séances. Grâce à l'aide de bénévoles de l'équipe de Forum réfugiés et des super bénévoles du Planning qui ont pu venir à la rescousse après un appel dans des délais courts pour la dernière séance, les enfants ont pu être gardé-es, et les mamans déchargées pour 2h pour participer à la séance collective. On teste les espaces et l'agencement : espace pour les poussettes en salle de réunion du bas, garde d'enfants en salle d'attente dans l'espace jeux enfants pour la première séance, et finalement dans une salle dédiée pour la deuxième séance vu l'animation engendrée à la première séance. Les jeux ne sont pas tous adaptés aux plus petits et il faut faire du tri... l'équipe salariée et bénévole était au taquet pour accueillir au mieux petites et grandes personnes ! Les deux dernières séances avec le groupe reçu étaient très enthousiasmantes, et l'ambiance collective entre les personnes reçues, l'équipe bénévole et l'équipe salariée donnait un chouette élan et l'envie d'organiser plus d'accueil de groupes dans nos locaux !

Hâte des prochaines séances !

 C.D.A.

Forum Réfugiés
326 rue Garibaldi
BP 77412
69347 Lyon Cedex 7
Tel : 04 72 77 68 02

ODETTE, MILITANTE DES PREMIÈRES HEURES DU PLANNING 69, NOUS A QUITTÉES...

Odette Lutzius a participé aux premiers pas du Planning Familial du Rhône. Elle était présente pour les débuts de l'association et a tenu des permanences de 1962 à 1974.

Elle nous avait confié son histoire avec le Planning lors d'une rencontre que nous avons initiée au début des années 90 pour préparer les 30 ans de l'association. Voici des extraits de son témoignage :

« J'étais éducatrice à Paris avant de me marier et de venir à Lyon. Et là je suis venue au Planning, envoyée par le mouvement des jeunes femmes (mouvement protestant) et parce que j'avais vu autour de moi des avortements absolument catastrophiques. J'étais aussi contente personnellement de trouver une solution à mes problèmes. C'est donc d'abord en tant qu'éducatrice et pour l'avortement que je me suis formée au Planning et au bout de 10 ans j'ai repris une activité professionnelle, encouragée là encore par mon passage au Planning.

J'étais plutôt branchée par le côté éducatif et je garde un grand souvenir : la première fois que j'ai été projetée devant des parents d'élèves (+ de 200 personnes) pour parler de l'éducation sexuelle. Faisant face à des questions très agressives : vous avez combien d'enfants ? vous leur expliquez comment est un pénis ? Vous direz pas aux garçons comment sont les filles et vice-versa ! On était submergés par des questions aberrantes, c'était vraiment agressif.

Deux cents parents, là, pour savoir ce qu'on allait dire à leurs enfants. Certaines mères affirmant « j'ai jamais eu la pilule, ma fille l'aura pas ! ». »

Elle est restée adhérente au Planning tout au long de sa vie, faisant longtemps d'amicales apparitions lors des assemblées générales. Nous l'avions un peu perdue de vue ces dernières années et avons appris son décès cet été, elle avait 95 ans.

Le Planning 69 a fêté ses 60 ans en 2021, les militantes et les militants qui ont été à sa création nous quittent peu à peu. Il est d'autant plus important de garder des traces de notre histoire et de la transmettre aux nouvelles générations de militant.e.s.

C'est ainsi qu'à l'occasion du festival « Lutter pour avorter, 50 ans d'actions du MLAC à aujourd'hui » une exposition intitulée « Les luttes pour l'avortement à Lyon » créée à partir des archives du Planning 69 a été présentée au Rita Plage du 15 septembre au 8 octobre 2023.

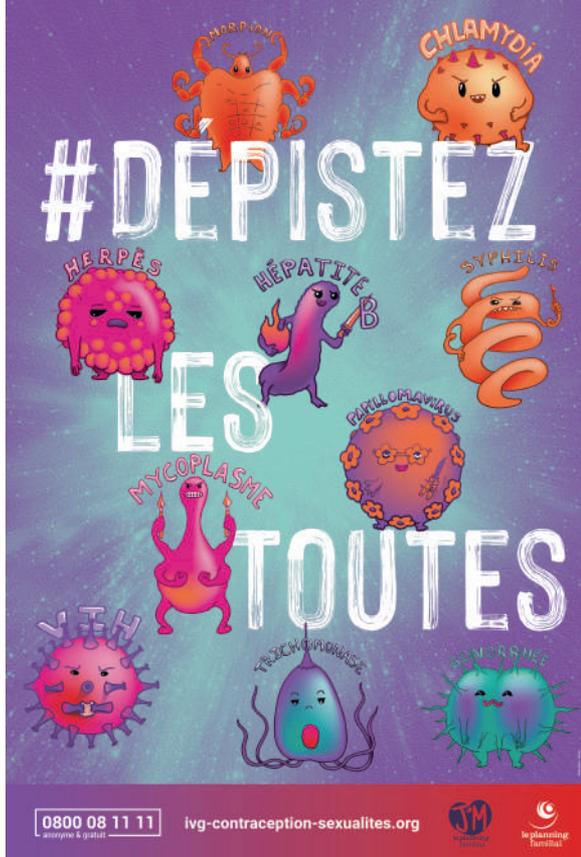
Sur le site en ligne du centre de documentation dans la rubrique archives vous pouvez retrouver la frise interactive « Planning Familial 69, 60 archives » qui permet de découvrir les dates clés de l'association et présente une sélection de documents : articles, photos, affiches, documents officiels, lettres, tracts... qui retracent les grandes étapes de l'association et parfois révèlent des événements méconnus.

 M.P.J.

LES JEUNES MILITANT.ES DU PLANNING FAMILIAL LANCENT UNE CAMPAGNE SUR LES IST

La réduction des risques concernant les IST (Infections Sexuellement Transmissibles) est un des axes d'action du Planning Familial. Dans ce cadre, les Jeunes Militant.ES (JM) du Planning ont lancé, à l'occasion de la Fête de l'Humanité 2023, une grande campagne de prévention sur les IST.

L'idée de cette campagne est partie de plusieurs constats : lors des séances d'éducation à la sexualité en milieu scolaire, il apparaît que les jeunes manquent très largement d'informations précises et sûres sur les IST (leurs modes de transmission, leurs conséquences sur la santé, les moyens de se protéger, se dépister et se soigner...) et en sont très demandeuses. Deux enquêtes internes au Planning appuient ces constats : une première menée entre 2019 et 2021 a révélé qu'une grande majorité de jeunes manque de connaissances sur les IST et exprime un besoin d'information, sur une grande variété de sujets, venant ainsi conforter la position du Planning sur une approche globale, systémique et positive de la sexualité. La seconde enquête, menée à l'été 2023, révèle de nombreux retours négatifs, tant des jeunes que des animateur.ices de prévention, au sujet des préservatifs que les jeunes peuvent se procurer gratuitement en pharmacie (par exemple, problèmes de craquage, manque de lubrification et de diversité des tailles).



L'application de la loi de 2001 sur l'éducation à la sexualité n'étant, de toute évidence, toujours pas une priorité pour le gouvernement, les associations comme le Planning familial se retrouvent dès lors en première ligne pour combler ces manques. Les JM ont donc commencé à élaborer cette campagne lors du regroupement d'avril 2023, avec un angle simple : informer de façon claire et précise, tout en dédramatisant. Les IST ne sont pas une fatalité et sont fréquentes dans la sexualité. L'essentiel est donc de prendre soin de soi et des autres en se protégeant et en se dépistant, d'où le mot d'ordre #DépistezLesToutes.

**TRANSMISSION**

- Contact entre muqueuses génitales, orales, anales
- Quand les mains ou les objets sexuels passent d'un sexe à l'autre
- Accouchement

SYMPTÔMES

- Petits boutons en forme de cloques sur les parties génitales, péri-anales, anales ou la bouche (appelé bouton de fièvre)
- Fièvre, maux de tête et gorge, courbatures

TRAITEMENT & DÉPISTAGE

- Dépistage par examen médical, prélèvement local, prise de sang
- Traitements par médicaments anti-viraux et anti-douleur ou sous forme de crème

PRÉVENTION

- Préservatif interne et externe, digue dentaire, gants

ÉVOLUTION (vivre avec)

- Récidives et rechutes sous forme de poussées de petits boutons (peuvent être fréquentes et douloureuses)
- Infection des yeux, du système nerveux

#DépistezLesToutes



Cette campagne durera jusqu'au 1er décembre, journée mondiale de lutte contre le Sida, et se déploiera sur différents supports :

- Chaque semaine, des posts seront publiés sur le compte Instagram du Planning : une semaine par IST, complétée par des focus sur d'autres infections non considérées comme des IST ou sur des éléments précis comme le fonctionnement des CeGIDD (Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic), comment se faire dépister quand on est mineures, le consentement etc.
- Une affiche et des stickers au format de « cartes Pokémon », à décliner dans toutes les AD !
- Une vidéo de présentation sur les préservatifs internes, avec toutes les informations liées (utilisations, où les trouver...).

M.M.

Qui sont les Jeunes Militant.es du Planning Familial ?

Créé en 2015, le groupe des Jeunes Militant-es (JM) réunit des militant-es du Planning Familial de moins de 30 ans. Les JM sont bénévoles, salarié-es ou volontaires en service civique. Iels participent à la vie du mouvement en élisant des représentant-es au CA confédéral et au Bureau.

Les Jeunes Militant-es se réunissent trois fois par an, le plus souvent à la Confédération du Planning Familial, et échangent également par mail ou via des outils collaboratifs en ligne. Iels créent des outils, élaborent des campagnes de prévention, participent au plaidoyer du mouvement, se co-forment aux différentes thématiques du Planning, et animent des stands en milieu festif (Fête de l'Huma, Solidays, We Love Green...).

UNE SUPERFÉMINISTE AUX RENCONTRES FÉMINISTES NATIONALES

Camille s'est rendue aux rencontres de la coordination féministe cet été. Elle a bien voulu nous raconter :) merci à elle !

C'est quoi la Coordination féministe ?

C'est un regroupement de collectifs féministes de toute la France hexagonale en mixité de genre sans mecs-cis. L'idée de sa formation est née en 2019 lors des rencontres internationales pour la grève féministe organisées à l'initiative de l'assemblée féministe toulousaine « Toutes en Grève ». Elle s'est concrétisée avec une réunion nationale en visio pendant le premier confinement pour la signature d'un appel de la coordination féministe chilienne à faire du 1er mai 2020 une journée d'action féministe. Elle se réunissait cet été pour la troisième édition.

Qu'est-ce qui t'a motivée pour aller à ces rencontres ?

De ce que j'en savais, j'étais en accord avec les positionnements notamment pro-choix et retenant l'angle de l'intersectionnalité. Je n'y connaissais personne mais j'avais du temps cet été et j'avais envie d'en savoir plus. Normalement c'est une

coordination d'organisations : on n'y vient pas individuellement mais avec les mandats de son orga. Je n'avais pas eu le temps de proposer au PF69 (qui était présente à la précédente édition) ou à l'AG féministe d'y porter des mandats mais la coordination a quand même bien voulu m'accueillir. J'ai envoyé un mail sur une mailing-liste féministe en Rhône-Alpes qui nous a permis de partir à trois, deux personnes de l'AG féministe de Grenoble ayant répondu favorablement à mon appel.

Quels sont les objectifs de cette coordination ?

Il s'agit de fédérer les orga pour organiser et participer à des initiatives allant dans le sens de problématiques communes. Ces deux dernières années il y a eu : l'organisation d'un webinar contre l'islamophobie avec le Front contre l'islamophobie, la participation à la manifestation contre les frontières organisée par Toutes aux Frontières, l'écriture et la signature de textes proposant des alternatives au système capitaliste.

Quels collectifs étaient présents ?

Il y avait beaucoup d'AG féministes et de collectifs Noustoutes, un collectif queer racisé de Strasbourg, des orga d'éduc pop et santé sexuelle, entre autres.

Comment ça se déroule ? De quoi avez-vous parlé ?

Les rencontres se sont déroulées sur 5 jours, réunissant entre 150 à 200 personnes. C'est une alternance de plénières (« La stratégie de la grève féministe », « Lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles », etc) et de petits ateliers (« Fonctionnement du capitalisme et dialogue avec le féminisme », « Anti-fascisme et féminisme », « Comment penser l'articulation justice-prison-police dans une perspective féministe », « quelle riposte face aux offensives contre les personnes LGBT ? », « Transidentités en milieu rural », « Etre féministe dans un territoire d'extrême-droite », « Le soin militant, quel place dans nos luttes », etc.). Il y a eu aussi un arpentage et une projection (*We are coming* de Nina Faure).

Six axes avaient été décidés à l'issue de la dernière édition :

1. Vie digne pour toutes (inégalité, accès aux droits, anticapitalisme)
2. Organisations sociales et solidaire pour la réappropriation des services publics
3. Lutte pour la libre disposition de nos corps
4. Lutte pour la justice environnementale
5. Lutte contre les Violences Sexistes

et Sexuelles

6. Combat anti-raciste, dans un contexte de montée de l'extrême-droite

Est-ce que la question du validisme a été abordée dans un de ces axes ?

Non le problème du validisme n'a pas été abordé et il n'y avait pas de prévention contre le Covid contrairement à l'année dernière. La réduction des risques Covid était annoncée dans le programme : « testez-vous avant », « port du masque ». Des auto-tests, du gel hydro et des masques étaient à dispo. mais les personnes de l'orga n'en portaient pas et personne ne l'a porté, sauf moi. Donc ça a bien été pensé en amont mais pas mis en œuvre.

Tu as participé à quels ateliers ?

J'ai participé à un atelier théorique sur le lien entre capitalisme et patriarcat (féminisme marxiste, matérialiste), à un atelier de partage de savoir-faire autour de l'éduc-pop et de la grève féministe/reproductive, à un atelier sur comment organiser une zone d'auto-défense féministe.

Qu'est-ce qui t'a marquée ?

Ce qui m'a tout d'abord intéressée c'est la volonté de militer en partant des questions matérielles, économiques et en étant inclusives au-delà du féminisme blanc individualiste et libéral. Ça part d'un constat d'échec de metoo qui a certes permis à certaines de prendre

la parole mais qui est resté un mouvement sociologiquement très homogène et dont les revendications se sont traduites dans des réponses essentiellement législatives et répressives, contre les personnes masculines non blanches.

J'ai aussi été attentive à la présentation des grèves féministes comme outil de lutte : par l'interruption du travail des femmes, productif comme reproductif, visible ou invisible, dans l'espace domestique ou professionnel.

L'idée des mots d'ordre aussi m'a plu : s'organiser à la base, se fédérer pour produire une solidarité entre territoires, au delà du local, notamment vis à vis de ceux où l'extrême droite est très présente et où il y a peu de militance, se réappropriier les enjeux de justice et mener des actions massives.

Toutes ces questions m'intéressent mais les échanges ne m'ont pas permis de voir comment concrètement on peut s'en saisir pour s'autonomiser, sur les questions de justice ou les VSS par exemple, sur la question carcérale. Puis la coordination est elle aussi très homogène du point de vue sociologique et racial : il y avait très peu de personnes non blanches. Un collectif de personnes racisé-e a apporté des analyses autour de la mort de Nahel, des révoltes, pour rappeler la vulnérabilité des jeunes hommes non blancs, la nécessaire solidarité vis à vis des révoltés, balayer les propos dénonçant le « virilisme » des

émeutiers. La coordination avait elle aussi porté ce type analyses, notamment dans ses communiqués. Cependant deux événements montrent un écart entre ce qui est prôné et ce qui se passe dans ces espaces.

Le premier a eu lieu lors d'une table internationaliste organisée. Deux boliviennes « des premières nations » étaient présentes, invitées à parler. Elles ont décrit comment le féminisme blanc dans leur pays était raciste, ne luttait pas contre l'impérialisme d'Etat, pourquoi elles étaient obligées de venir en Europe. Elles ont également parlé du fait que la grève féministe ne pouvait pas être pour elles au centre de la lutte, car c'est un outil peu adapté au contexte de leurs luttes, face aux répressions qu'elles connaissent. Mais elles ont reçu peu d'attention, peu de questions leur ont été posées. Or elles étaient venues d'Espagne ! Se sont ajoutés à ça des problèmes de traduction et une mauvaise connexion internet qui s'est interrompue à la fin de leur prise de parole. La réunion s'est arrêtée là, on est vite passé-es à ce qu'il était prévu de faire : une vidéo en soutien aux personnes trans russes. Ça révèle une mauvaise préparation/animation des échanges et un manque de considération pour les questions propres aux personnes colonisées. A la fin on est restée-s à quelque un-es, mal à l'aise. Elles nous ont exprimé leur déception. A leur invitation, on a pris la charge de dire au collectif qu'il y a eu problème. Un temps en

2 AOÛT : RASSEMBLEMENT EN SOLIDARITÉ AVEC LES LESBIENNES ITALIENNES

Une cinquantaine de personnes se sont retrouvées le 2 août 2023 devant le consulat d'Italie. La Collective lesbiennes contre le patriarcat était à l'initiative de ce rassemblement.

Une lettre ouverte à Giorgia Meloni a été lue : elle s'indigne qu'une des mères lesbienne d'un enfant ne pourra figurer sur l'acte de naissance de celui-ci. Rien qu'à Padoue, 33 enfants se trouvent ainsi privés de leurs droits fondamentaux. Un témoignage des mères lesbiennes de Padoue exprime leurs inquiétudes. Solidaires informatique commence sa prise de parole par les mots d'ordre : « Solidarité avec les lesbiennes du monde entier. Noi sosteniamo le lesbiche ».

Le Planning Familial affirme son soutien aux lesbiennes italiennes, et s'indigne d'une loi profondément sexiste et patriarcale.



28 SEPTEMBRE : JOURNÉE MONDIALE DU DROIT À L'AVORTEMENT

Nous étions plus d'un millier de personnes à Lyon au rassemblement pour défendre le droit à l'avortement partout dans le monde. Les stands associatifs ont été bien sollicités.

Nous avons pu écouter la prise de parole du CDF69 ainsi que celles des deux groupes féministes latino-américains Parchadxs et Complot Feminista. Le rassemblement s'est terminé avec des slogans et les chants de la chorale Les Branlheureux.ses.

Extrait de la prise de parole du Planning Familial 69 : "Pour que ce droit à l'IVG soit pleinement respecté, il faut, partout dans le monde, et pour toutes les personnes un accès aux soins de qualité libre et gratuit. Quelles que soient : leur nationalité, leur âge, leurs identités de genre, leur degré de validité ou de handicaps, leur orientation sexuelle, leur origine sociale ou géographique, leur apparence, leur religion..."



COMMUNIQUÉ DES OCCUPANT.ES DU GYMNASSE BELLECOMBE

4 SEPTEMBRE :
ON A GAGNÉ !

Malgré tous les obstacles, les refus de la préfecture et de l'Ofii, la chaleur, le manque d'intimité, les maladies, après tant de lutte, le collectif des femmes du gymnase de Bellecombe a gagné ! La mairie s'est engagée à héberger toutes les femmes et les familles du gymnase. Nos revendications ont abouti :

nous ne serons pas dans des hôtels mais dans un centre d'hébergement, toutes ensemble, et nous restons à Lyon !

On a pu lire dans des journaux que la mairie avait mis à disposition le gymnase pour nous mettre à l'abri. Mais non ! Le 22 juin dernier, c'est nous qui avons décidé de réquisitionner le gymnase Bellecombe et nous l'occupons depuis 2 mois et demi ! C'est avec notre force, nos manifestations, notre solidarité, c'est parce que c'est notre droit et c'est parce que la mairie a voulu récupérer le gymnase qu'elle a finalement accepté de nous héberger !

On a gagné mais rien n'est joué...

Le 31/08, la mairie nous a annoncé qu'on pourrait visiter le centre le mercredi suivant et déménager en fin de semaine. Depuis, nous n'avons plus de nouvelles des élu.e.s. Nous avons appris par voie de presse que

nous devrions attendre encore deux semaines. Nous avons assez souffert de cette situation.

Nous avons besoin de savoir dans quelles conditions on sera hébergées et de déménager au plus vite !

Ces deux mois d'occupation n'ont fait que renforcer notre solidarité. Il reste encore beaucoup de personnes à la rue, les femmes du collectif n'ont pas toutes eu d'hébergement, et on continuera à se battre avec elles !

Seule la lutte paye !

Nous demandons :

des informations et une visite de notre hébergement
un déménagement rapide et dans de bonnes conditions

des engagements écrits qu'il n'y aura aucune remise à la rue

un hébergement pour toutes et tous, pour toutes les femmes à la rue,

pour toutes les femmes du collectif.

Collectif Solidarité Femmes à la Rue

Jamais Sans Toit

Droit au Logement 69

L'intersquats

Soutiens Migrants Croix Rousse

le planning familial 69

SEPTEMBRE 2023 : ENCORE UNE RENTRÉE SEXISTE ET RACISTE POUR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

« *Interdiction des 'abayas' : non, on n'émancipe pas les femmes en leur interdisant des vêtements.* »

Cette rentrée encore, le gouvernement ne nous épargne ni son sexisme, ni son racisme.

Le 4 septembre c'était Eric Dupont Moretti, Ministre de la Justice, qui, interrogé sur la pertinence de condamner une femme torse-nu dans l'espace public alors que cette pratique est tolérée pour les hommes, aurait sous-entendu que les journalistes femmes présentes devaient elles aussi exposer leur poitrine. Le 7 septembre c'est Gérard Darmanin qui insistait auprès de femmes représentant la majorité présidentielle sur le « bouche à bouche » nécessaire pour convaincre.

Ces déclarations de la part des deux responsables les plus haut placés au sein de notre État pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles montrent non seulement leur incompétence mais aussi leur refus de traiter les femmes et les minorités de genre à l'égal d'eux-mêmes, à l'égal des hommes.

De la part d'un gouvernement qui ne sait qu'apporter des réponses répressives aux révoltes populaires, comme celles qui ont suivi le meurtre

de Nahel cet été, la dernière mesure prise par Gabriel Attal, Ministre de l'Éducation, d'interdire les « abayas » en milieu scolaire ne nous surprend pas.

Nous dénonçons cette décision raciste et misogyne, qui cible encore une fois les jeunes filles et leurs choix. Cette mesure ajoute un énième contrôle institutionnel sur les vêtements des femmes.

Non, on n'émancipe pas les femmes en leur interdisant des vêtements.

On leur donne les outils de construire leurs propres émancipations en améliorant les services publics, notamment celui d'éducation.

Nous refusons ces logiques humiliantes pour les personnes concernées.

Nous réclamons des moyens pour les priorités réelles des femmes et des minorités de genre : un accès aux droits, à la santé, à des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire.

Nous réclamons une politique ambitieuse de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, maintenant et à long terme.

Nous resterons déterminées et en lutte, tant qu'il le faudra, pour la liberté à disposer de nos corps.

6 SEPTEMBRE : LE PLANNING FAMILIAL 05 VICTIME D'ATTAQUES HAINEUSES : L'HOMOPHOBIE NE PASSERA PAS

Ce mardi 5 septembre 2023 c'est avec beaucoup de colère et de peine que nous avons découvert la vitrine de notre local vandalisée, cible d'un jet de projectile à l'endroit même où nous arborons fièrement le drapeau des communautés Lesbiennes, Gays, Bi, Trans, Queer, Intersexes et Asexuelles (LGBTQIA+).

Depuis plusieurs mois, ce drapeau, et la porte de nos locaux, sont régulièrement entachés de crachats. Aujourd'hui la violence et la haine se sont intensifiées, et notre, ou nos agresseurs, ne se sont pas contentés d'une pluie de glaires mais ont également utilisé un projectile pour viser le drapeau LGBTQIA+ et éclater une vitrine de notre local.

Le Planning Familial alerte depuis des années, localement et nationalement, sur les attaques que nous subissons. Les homophobes et les transphobes ont pris pour cible notre association pour le soutien actif que nous apportons aux communautés LGBTQIA+ dans la conquête et l'affirmation de leurs droits, notamment reproductifs.

Jamais nous ne nous laisserons intimider, jamais nous ne baisserons les bras. A quelques jours seulement de l'événement festif que nous organisons pour les 10 ans du Planning Familial des Hautes-Alpes

et de la marche des Fiertés qui aura lieu le 16 septembre à Gap, nous souhaitons clamer tout à la fois notre inquiétude et notre détermination. Notre inquiétude du climat politique ambiant où se multiplient des attaques et des crimes de haine envers les populations minorisées. Notre détermination à poursuivre nos missions, la tête haute, avec et pour ceux dont la dignité, l'intégrité et les droits sont menacés.

Nous appelons largement à soutenir le Planning Familial, tant au niveau local que national. Notre nombre est notre force : adhérez, donnez, militez.

Nous rappelons également l'importance de prendre position contre ces actes homophobes qui ne font que s'intensifier :

Rejoignez nous à la marche des Fiertés LGBTQIA+ de Gap : elle partira à 16h de l'esplanade de la Paix le samedi 16 septembre.

Soyons nombreux.ses, joyeux.ses, fière.s et déterminé.e.s !



"LUTTER POUR AVORTER" UN MOIS DE FESTIVAL

En cette année 2023, nous fêtons les 50 ans de la création du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) : une association militante qui s'est battue pour obtenir le droit à l'avortement, notamment en réalisant des interruptions de grossesse alors que cette pratique était interdite.

Le Planning Familial 69 a organisé, à l'occasion de cet anniversaire, un festival pour revenir sur le contexte historique de cette lutte mais aussi de parler des luttes d'aujourd'hui. Le festival a eu lieu en septembre et octobre, avec un temps fort les 14 et 15 octobre à la MJC du Vieux Lyon.

LUTTER POUR AVORTER

Festival

**50 ans d'actions
du MLAC à aujourd'hui**

ORGANISÉ PAR LE PLANNING FAMILIAL 69

expositions · débats
spectacles · ateliers · projections

15 SEPTEMBRE
-
15 OCTOBRE

TOUT LE PROGRAMME SUR PLANNINGFAMILIAL69.FR

Partners: *** PAF Lyon, ZOLA LES, RITA-PLACE, MJC Vieux Lyon, E

Un festival pour transmettre l'histoire des luttes autour de l'avortement.

Un festival avec des débats, des films, une exposition... pour parler de 50 années ininterrompues d'actions, et pour imaginer celles de demain tout au long d'un week-end de rencontres et d'échanges avec les actrices de ce combat et des chercheuses.

Un festival pour écrire ensemble une histoire locale encore méconnue des luttes pour l'avortement, et construire les solidarités féministes de demain.

A l'issue du festival organisé par le Planning Familial 69 pour les 50 ans du MLAC (mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception), nous pouvons dire que c'était un événement réussi :

- sur le fond avec la qualité des débats, la diversité des approches (témoignages de militant.es, apports de chercheuses, mais aussi lectures de textes, théâtre, chant, projections, expo...), et les thématiques abordées (luttons locales et internationales, enjeux de santé publique, réappropriation des savoirs, stratégies des anti-choix ...)
- sur la fréquentation, avec près de 400 personnes sur le temps fort du festival. Les deux table-rondes historiques, sur le mouvement du MLAC à Lyon et les luttons à l'Hôtel-Dieu ont notamment fait salle comble. Et la rencontre entre Lucile Ruault et Michelle Zancarini-Fournel a attiré 60 personnes dont une majorité d'étudiant.es.
- sur l'organisation enfin, avec de bonnes énergies militantes dans la préparation comme dans la répartition des tâches pendant le festival, et un chouette partenariat avec les lieux qui nous ont accueilli.es.

Voici quelques photos du festival pour donner une idée de l'ambiance... 📍 V.R.



©PF 69

Une vue de l'exposition « les luttons pour l'avortement à Lyon ».



L'atelier badges DIY



La table-ronde sur le MLAC à Lyon



La lecture de textes par les militantes de l'AD 69



L'affiche historique du MLAC



Le débat sur les luttes pour l'avortement en Argentine

PROJECTION DÉBAT-AUTOUR DU FILM "HISTOIRES D'A"

Dans le cadre du festival organisé par le Planning à l'occasion des 50 ans du MLAC, a eu lieu le 21 septembre, au cinéma Le Zola, une projection débat autour du film "Histoires d'A" en présence de la co-réalisatrice Marielle Issartel.

Le visa d'exploitation a été refusé au film en novembre 1973 et sa diffusion s'est faite clandestinement. Entre 70 000 et 90 000 personnes ont pourtant vu le film qui montre un avortement par aspiration et laisse la parole aux femmes et aux médecins impliqués dans des avortements. Le film a servi à populariser les actions du MLAC.

Après la projection du film devant une cinquantaine de personnes, Marielle Issartel évoque les conditions de réalisations et de diffusion du film, puis elle répond aux questions de la salle :

- Le tournage de la scène de l'avortement a été source de réflexion et le noir et blanc a été choisi pour mettre une distance émotionnelle et éviter une scène trop traumatisante.
- Parmi les personnes interviewées dans le film, aucune ne fait partie du MLAC.
- Pour le MLAC, il n'y a pas de raison que seuls des médecins pratiquent des avortements, mais il est nécessaire que des personnes formées le fassent.
- Marielle Issartel revient sur les conditions de diffusion du film : le film est interdit, mais le MLAC ne

veut pas se plier et choisit de projeter le film en salle. Au cinéma Jean Renoir, à Clichy, la police arrive au bout de trois quart d'heure de projection et tente de saisir les copies du film, mais les personnes du MLAC lui remettent de "fausses copies". Certains policiers ont ainsi pu voir un documentaire sur les ours en Sibérie plutôt qu'un avortement !

- Le film, projeté de manière illégale, a servi à populariser l'action du MLAC.

- Des rapports très divers ont existé entre le MLAC et le MLF. Certaines militantes du MLF ont soutenu le MLAC, d'autres ne l'ont pas fait car le MLAC était un mouvement mixte.

- Marielle Issartel parle d'une forme d'échec de la loi Veil puisque l'accompagnement des femmes au cours de l'avortement n'est plus assuré à l'hôpital.

- Comment le MLAC a-t-il fini ? L'action du MLAC ne s'est pas terminée du jour au lendemain. Certains MLAC ont continué après la loi, à Lyon en particulier.

Des personnes dans la salle ont encore exprimé leur émotion à la vue de ce film, d'autres ont évoqué des lieux un peu étranges où a été projeté le film.

Certaines jeunes militantes n'avaient jamais vu le film. Quant à certaines vieilles militantes, elles le voyaient au moins pour la troisième fois, avec toujours autant d'émotion et d'intérêt.

LES LUTTES POUR L'AVORTEMENT

Le MLAC n'est pas né de rien. Il s'est développé dans le contexte politique et social de contestation post-68. Déjà au début des années 1970, le MLF (Mouvement de Libération des femmes) dissocie dans les esprits procréation et sexualité. En août 1972, chez l'actrice Delphine Seyrig a lieu un avortement par la méthode Karman (avortement par aspiration). En octobre/novembre de la même année le procès de Bobigny permet à Gisèle Halimi de dénoncer l'hypocrisie et les conséquences dramatiques de la loi de 1920 qui interdit l'avortement. Le débat dérive alors de la dénonciation des avortements clandestins au problème de l'avortement et de la contraception et du droit.

En 1972, certains médecins du GIS (groupe information santé) se sont initiés à la méthode Karman et pratiquent clandestinement des avortements par cette méthode. Le 3 février 1973, 331 médecins rendent public un manifeste où ils déclarent pratiquer des avortements. Le conseil de l'ordre des médecins s'oppose à tout changement de la loi... ce qui n'empêche pas la pratique illégale des avortements de se diffuser.

Le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) se crée en avril 1973. Dans sa Charte il avance deux affirmations fortes : la décision d'avorter appartient à la femme

seule et l'avortement est un acte médical qui doit être pris en charge par la collectivité. La dimension politique du MLAC s'affirme également dans la Charte : « Le MLAC se déclare solidaire de la lutte des travailleuses et des travailleurs pour leur émancipation contre l'exploitation, l'oppression et la répression dont ils sont victimes dans la société actuelle, de la naissance jusqu'à la mort. » Le MLAC peut apparaître comme un cartel d'organisations de gauche et d'extrême-gauche (Parti Socialiste, Parti Socialiste unifié, CFDT, associations familiales, Ligue Communiste, Lutte ouvrière, Alliance marxiste révolutionnaire, Cause du peuple, Révolution, etc.), mais de nombreuses personnes y participent à titre individuel. De fortes personnalités y trouvent également leur place : Monique Antoine, Simone Iff, Jeannette Laot, etc. Des noyaux militants sont organisés en réseaux relativement autonomes.

Le MLAC, organisation légale, s'engage dans des pratiques illégales : voyages à l'étranger et avortements sur place. Une forme d'intervention originale est le « Tour de France du MLAC » de l'été 1974 ; un car avec banderoles et haut-parleur se déplace pour terminer son parcours sur le plateau du Larzac. Le 25 juillet, lors d'un arrêt à Besançon, le soutien aux ouvrières de LIP en grève est organisé.

Le MLAC reste un mouvement urbain de grandes villes et de villes moyennes. Chaque comité du MLAC loue un local, fait de l'information et tient des permanences. La plupart des femmes qui s'adressent au MLAC sont de milieu modeste, les plus nombreuses sont les femmes mariées, les mineures (moins de 21 ans) ne représentent que 11% des demandes.

Le 8 mai 1973, Annie Ferrey-Martin, anesthésiste à l'hôpital de Grenoble, est inculpée pour avoir pratiqué un avortement sur une jeune fille de 17 ans. A Grenoble, puis à Paris et à Lyon, meetings, manifestations et prises de positions se succèdent. Le 4 avril 1974, le Planning Familial grenoblois ouvre un centre d'orthogénie. Dans la région Rhône-Alpes, 2 500 interruptions de grossesse auraient été pratiquées depuis 1972. La loi est ouvertement bafouée.

Le film interdit, mais diffusé clandestinement, de Marielle Issartel et Charles Belmont, *Histoires d'A*, qui montre un avortement effectué par la méthode Karman, contribue à faire connaître l'action du MLAC.

Les premières assises, à Grenoble, en novembre 1973, débattent de la place et de la pratique des médecins et des non-médecins dans le mouvement.

Après de nombreux projets qui peinent à aboutir, la loi Veil sur l'IVG (on ne parle plus d'avortement) est promulguée en janvier 1975. Pour certains groupes du MLAC, cette loi est insuffisante : « elle ne rembourse

pas l'avortement : c'est une loi de classe, elle oblige les femmes à des démarches nombreuses, humiliantes, dissuasives, elle soumet les femmes à la bonne volonté des médecins qui ont tout pouvoir ».

Le groupe fondateur du MLAC démissionne en février 1975. Pendant plusieurs années encore, des groupes MLAC se manifestent. Certains font pression pour l'application de la loi dans les hôpitaux publics, d'autres continuent à faire des avortements. Progressivement, on assiste à la dissolution de fait du mouvement commencé dans l'illégalité, le combat pour le droit à l'avortement a abouti à une loi. Depuis 1975, des améliorations dues aux combats de mouvements et d'associations ont libéralisé l'IVG en France, même si les moyens pour qu'elle soit vraiment appliquée manquent encore souvent. L'inscription de cette loi dans la constitution permettrait qu'il ne soit plus possible de revenir sur un droit acquis grâce aux luttes du MLAC, de Choisir, du Planning Familial et de nombreuses femmes.

 C.R.

Informations tirées de l'article de Micelle Zancarini-Fournel, « Histoires du MLAC (1973-1975) », *Clio*, 18, 2003, 241-252

FAIRE GENRE DANS LA SANTÉ À VILLEURBANNE : LES INÉGALITÉS D'ACCÈS À LA SANTÉ SEXUELLE ET À LA SANTÉ MENTALE DES PERSONNES LGBTQI+

Récemment diplômée du Master 2 de Lutte contre les inégalités et les discriminations dans le travail, à l'Université Lyon 2, j'ai au sein de ce cursus été formée aux différentes discriminations, à leur analyse et leur implication pratiques dans les différents domaines de la vie privée, publique ou professionnelle, que ce soit en association, entreprise et collectivité. Lors de ma dernière année, nous devons mener une enquête scientifique sur un sujet de notre choix dans une démarche sociologique. Ça m'a permis de me professionnaliser d'un point de vue pratique mais aussi de transformer mon militantisme en sujet scientifique. En tenant compte des dimensions sociologiques, historiques et juridiques, ce travail constitue l'enquête préalable à mon sujet de thèse.

La réflexion sur cette recherche est née au cours d'un colloque sur le travail en septembre 2022. Des agent-es de la Mairie de Villeurbanne présentaient les résultats d'une étude qu'ils avaient menée sur la qualité de vie au travail et notamment sur les comportements LGBTQIphobes au sein de la ville. Les conclusions furent bien plus

alarmantes que ce qui était anticipé, malgré la revendication d'une politique de lutte contre les discriminations, 40% des salarié-es de la ville estiment être dans un environnement LGBTQIphobe. Suite à ces travaux, je voulais m'axer sur les inégalités de santé, domaine que j'avais beaucoup aimé investir précédemment, dans l'idée de continuer un travail prenant ses sources sur le territoire de Villeurbanne. En effet, ce que l'on constate dans le domaine du travail comme dans le domaine médical c'est une forme d'institutionnalisation des discours. Il ne faut pas en parler. Notre identité et/ou notre sexualité appartient au domaine de l'intime qu'il ne faudrait exposer aux yeux des autres. Pourtant, l'argument du privé est utilisé seulement pour pointer du doigt les personnes queer, car au travail quand il s'agit du couple hétérosexuel, des enfants, de la famille, le partage de sa vie privée fait norme. A quel point ces discours peuvent être omniprésents sans que les personnes cishétérosexuelles y soient sensibles ? Quels impacts cela peut-il avoir sur le bien être et la santé mentale de toutes les personnes LGBTQI+ ?

Le travail est un domaine majeur de la vie venant illustrer ces propos. L'enquête ci-présente a été menée entre janvier et juillet 2023 et comportait plusieurs enjeux majeurs. Tout d'abord la méthode de récoltes de données se voulait à trois échelles : des entretiens individuels avec des personnes concernées qui acceptaient de livrer leur biographie et leur parcours, des entretiens professionnels avec des acteur-ices de terrain dont le travail venait directement répondre à des objectifs concernant la santé des personnes queers, et enfin avec des professionnels de santé d'hôpital, de CMP etc. De plus, des observations ethnographiques se sont effectuées dans plusieurs associations et structures médicales afin de comprendre comment les salarié-es usent de dispositif d'inclusion ou non selon les publics reçus. Cette méthodologie vient répondre à plusieurs objectifs scientifiques dont il est important de se saisir. Premièrement les données recueillies permettent d'illustrer et de corroborer les statistiques de surreprésentation des personnes LGBTQI+ dans les expériences de violences, de stigmatisation sociale, de rejet social et/ou familiaux, ce qui alimente les prévalences de problèmes à la santé mentale et des parcours de dépression, d'anxiété et de troubles sociaux plus fréquents en raison de ces mécanismes d'exclusion. En second lieu, la santé mentale est un domaine historiquement largement sous investi dans la recherche française, qui commence à

émerger notamment depuis la crise du COVID, mais elle ne tient que très peu compte des spécificités des populations victimes de discriminations systémiques. De plus, les enquêtes de ce type sont assez rares sur les inégalités de santé, encore moins dans la santé mentale et santé sexuelle et quasiment inexistantes sur ces populations. La combinaison des trois permet de rendre compte de manière inédite sur la façon de fonctionner et la dynamique des territoires en replaçant les parcours individuels dans cet environnement. Enfin, les parcours de santé mentale et de santé sexuelle peuvent être fortement reliés, la santé mentale devient un enjeu pour la santé sexuelle et inversement, chaque domaine a ses propres rapports de pouvoirs spécifiques qui se croisent et s'entrecroisent les uns aux autres.

Cette enquête a permis de mettre au jour de nombreuses choses qui ne sont pas présentes dans les statistiques, de s'imprégner des discours et d'établir plusieurs thématiques : pourquoi penser la population LGBTQI+ et quels sont leurs besoins ? sont-ils différents de la population générale ? pourquoi on peut parler de facteurs de fragilité ? La démarche a alors permis de rendre compte de ces besoins, de les illustrer avec les nombreux obstacles qui peuvent se poser dans les parcours de soins : violences médicales, peur, honte, méconnaissance des gynécologues, mépris des psychiatres, freins administratifs

ou encore des parcours d'errances médicales. Ces obstacles sont eux-mêmes replacés dans un contexte de sursaturation de la psychiatrie de secteur, des coûts élevés lorsque des personnes ne sont pas prises en charge par le public, des délaissements de certaines identités dans le champ de la santé sexuelle. Ces derniers ont été eux-mêmes replacés territorialement sur comment se structure la ville : Le Vinatier, les CMP, les cabinets privés, les associations du paysage territorial, les structures moins formelles, les collectifs militants. Cette cartographie permettait à la fois de comprendre où les personnes se situaient et quelles étaient leurs stratégies d'adaptation face à leurs contraintes tant individuelles que collectives. Ce qui a permis de constater comment les démarches collectives naissent d'abord de volonté individuelle, qu'à toutes échelles il est question de "bataille", à tous niveaux, du militantisme jusqu'à l'institution on retrouve des personnes qui se battent, mais plus elles montent en hiérarchie, plus elles se trouvent seules et exposées dans leurs combats.

Ces illustrations ont permis de comprendre comment les personnes agissent et réagissent en fonction de leurs parcours, comment les individualités génèrent des capacités d'agir très diversifiées. L'idée était aussi de montrer que cette population n'est en rien homogène et que les expériences sont spécifiques

aux identités, afin d'inclure l'historicité et les discriminations systémiques à l'encontre des sous-catégories : lesbiennes, transgenres, intersexes etc. Les distinctions permettent également de communaliser les expériences, car celles-ci sont systémiques et toutes relèvent du même dénominateur commun : la peur de l'altérité et de toute personne venant déroger à l'hétéronormativité. Les inégalités de santé mentale et sexuelles semblent alors être exponentielles dès que les personnes s'inscrivent dans des parcours mêlant le triangle précarité, violence, isolement. Plus elles s'en situent loin, moins elles subissent les inégalités d'accès à la santé et dans les processus de soin.

Même lorsque les contraintes s'abattent brutalement auprès des individus, ces derniers trouvent toujours une façon de renouveler leurs capacités d'agir, et s'empouvoirent en devant actrices, à plusieurs échelles, d'une dynamique souterraine en s'alliant à des associations historiquement reconnues comme alliées en œuvrant dans la lutte contre les inégalités de santé des personnes LGBTQI+.

 C.M.

Le mémoire de Céline est consultable au centre de documentation.

CELLULE D'ÉCOUTE INTERNE

La Confédération du Planning Familial a mis en place en juin 2023 une cellule d'écoute interne.

La cellule d'écoute est ouverte à l'ensemble des salarié-es, des services civiques, stagiaires, des bénévoles et des adhérent-es des Plannings familiaux. Elle est compétente dans l'écoute, l'information et l'orientation des situations de violences sexistes et sexuelles dont les salarié-es, services civiques, stagiaires, bénévoles et adhérent-es des Plannings familiaux peuvent être victimes ou témoins.

Cette cellule d'écoute et d'alerte est prise en charge par le bureau confédéral avec en coordination Marion ATHIEL, membre du bureau confédéral et référente sur les violences sexistes et sexuelles.

Vous pouvez joindre cette cellule en envoyant un mail à celluleVSS@planning-familial.org



SUPERFÉMINISTES

Tout au long de l'année, le groupe des SuperFéministes, composé de militant-es du Planning Familial du Rhône, souhaite proposer de multiples activités féministes pour consolider nos liens et militer ensemble dans la joie.

La première activité proposée cette année était un cercle de parole, dont le thème était : Comment le féminisme a changé nos vies ? Il a eu lieu au Planning le lundi 16 octobre. Merci à toutes celles qui sont venues échanger avec nous !

Les cercles de parole sont des outils utilisés par les féministes depuis les années 70. Ces derniers sont des espaces de partage d'expériences. Leur but est de créer un espace aussi sécurisant et bienveillant que possible pour parler de soi et partager ses expériences et émotions.

Les prochaines activités seront annoncées par mail dans la newsletter du Planning.

Alors que vous n'ayez encore jamais milité dans un groupe féministe ou que vous soyez des habitué-es de nos actions, nous vous attendons !

superfeministe@gmail.com

JOURNÉE DU 25 NOVEMBRE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

MANIFESTATION LE SAMEDI 25 NOVEMBRE 2023

PLACE BELLECOUR

Fortes, fières et en lutte !



Collectif
Droits des
Femmes 69

14H : HAPPENING DES
FEMMES EN BLANC

15H : DÉPART MANIF

- Ce bulletin est trimestriel, gratuit et envoyé à tout-es les adhérent-es
- Ce bulletin est participatif ! Envoie tes contributions pour le prochain bulletin avant le 15 janvier 2024 à documentation@planningfamilial69.fr
- Publication ISSN : 1776-208

FILATIONS PRÉSENTE

19^e

festival



LE SILENCE

CONTRE LES VIOLENCES CONJUGALES

théâtre • cinéma • balades urbaines • stand-up • exposition • concert

13-28
NOVEMBRE
2023

PROGRAMME SUR
FILATIONS.ORG
OU ICI

MÉTROPOLE
DE LYON

filactions



LES NOUVEAUTÉS DE LA DOC

Chaque mois, le centre de doc du Planning familial voit sa bibliothèque s'enrichir de nouveaux ouvrages, BD, essais, témoignages, brochures... Impossible de tout présenter ici, il faudra venir au 1^{er} étage au 2 rue Lakanal pour parcourir nos rayons ! En attendant, focus sur trois nouveautés.



Une histoire des produits menstruels de Jeanne Le Guien

Loin d'être un phénomène purement biologique, les règles et plus généralement le cycle menstruel forment une expérience socialisée. Chaque société développe une culture menstruelle dominante, faite de pratiques, techniques et représentations plus ou moins acceptables. Ce livre étudie la culture menstruelle propre aux sociétés consuméristes, dans lesquelles toute expérience (notamment, toute expérience du corps) tend à être associée à des produits marchands.



Mes quatorze ans : enquête sur ma découverte de la sexualité de Lucie Mikaekian, Jeanne Boezec et Lisa Chetteau

Lucie a trente ans quand elle retrouve le journal intime qu'elle a tenu l'année de ses quatorze ans. Dans ce carnet, elle a confié sans filtre ses amours, ses désirs, ses frustrations, mais aussi et surtout son obsession : perdre sa virginité. Aujourd'hui, elle interroge avec humour la manière dont sa sexualité s'est construite, entre regard masculin, représentations culturelles et injonctions du corps parfait.



L'histoire d'un garçon comme les autres : Sur le chemin d'une nouvelle masculinité de Marie Bailliard

Arthur est un garçon comme les autres : il aime sortir et faire la fête, il rigole aux blagues, parfois lourdes, de sa bande de potes. C'est une de ses camarades qui lui ouvre les yeux : alors qu'il lui soumet une chanson qu'il a écrite pour son groupe de musique, elle lui fait remarquer que ses paroles sont carrément sexistes. Complètement dérouté, Arthur va petit à petit porter un autre regard sur le monde qui l'entoure. Entre discussions avec ses proches, lectures et réflexions, les prises de conscience s'enchaînent...



**le planning
familial 69**

2 rue Lakanal
69100 Villeurbanne

ACCUEIL, ÉCOUTE ET INFORMATION

contact@planningfamilial69.fr • 04 78 89 50 61

PARTENARIATS, MILITER, ÊTRE BÉNÉVOLE

mfpf69@planningfamilial69.fr

CENTRE DE DOCUMENTATION

documentation@planningfamilial69.fr

NOS RÉSEAUX SOCIAUX

 @planningfamilial69

 Planning Familial 69

ADHÉRER AU PF69

